

COMORES

Paris fait un putsch sous couvert d'assistance...



Jeudi 5 octobre, arrestation des rebelles de Bob Denard par les troupes françaises. Paris a envoyé 900 soldats pour envahir les Comores... et confirmer la mise au rancart de Saïd Mohamed Djohar.

Le mercenaire Bob Denard n'a été qu'un pion. Le renversement du président comorien Djohar était prévu depuis longtemps.

On ne peut pas dire qu'à l'Éd nous caressions une particulière tendresse pour le genre « barbouzard ». Dès 1985, nous avions dénoncé les pratiques de Bob Denard et de ses mercenaires aux Comores. En mars de cette année-là, une révolte avait éclaté au sein de la garde présidentielle. Les soldats comoriens avaient, à l'époque, formé le projet de liquider les hommes de Denard. Mais, dénoncés, ils avaient été arrêtés et abominablement torturés.

Dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre 1987, un nouveau soulèvement s'était produit. Les mercenaires avaient ouvert le feu sur les insurgés. Les corps de trois Comoriens avaient été rendus aux familles. Selon celles-ci, le spectacle macabre dépassait l'imagination : brûlures, énucléations, dislocation des membres, blessures par balles... Bob Denard ou l'horreur absolue !

Mais cette fois-ci, que peut-on lui reprocher ? Il avait déposé dans la douceur – sans qu'une goutte de sang soit versée – le président comorien Saïd Mohamed Djohar, aussi impopulaire que corrompu. Mieux, Denard avait appelé au pouvoir Mohamed Takî, le rassembleur de l'opposition, promettant de se retirer, lui et ses mercenaires, dès que des élections auraient lieu. Beau travail !

A l'inverse, du côté de Paris, on a envoyé neuf cents soldats pour envahir l'île, quitte à provoquer la mort de plusieurs Comoriens. Avec quel résultat ? Ramener « le Vieux » mercenaire à la maison, en sachant déjà qu'il sera libéré dans les prochaines semaines. Au mépris de la Constitution des Comores, pays officiellement indépendant, Paris a aussi fort inélegamment fait savoir qu'il ne voulait plus de Djohar, prétextant une « longue maladie » du président. Agé de 80 ans, Djohar a donc été hospitalisé à la Réunion pour subir officiellement un « bilan de santé général ». Protestations de sa famille qui a immédiatement affirmé qu'« il n'avait jamais été malade ». C'est pourquoi Djohar, après seulement vingt-quatre heures passées au centre hospitalier de Bellepierre, a été transféré vendredi dans une coquette villa préfectorale, de fait, en résidence surveillée. « Pour une durée indéterminée », a même eu le culot de préciser Paris. Pendant ce temps, les Comores se déchirent à nouveau entre les diverses propositions, ravivées par l'intervention française. Triste résultat...

Personne n'ignore en effet que la destitution de Djohar était depuis longtemps programmée. A l'époque de Charles Pasqua, plusieurs réunions s'étaient déroulées à l'hôtel de Trémouille pour trouver une solution de rechange. C'est « JYO » – le nouvel homme des réseaux africains de la République –, qui dispose de solides relations avec les services secrets sud-africains, qui était, avec plusieurs délégués de la Sofremi (Office d'exportation d'armements du ministère de l'Intérieur), chargé de l'opération. Les autorités françaises voulaient, à l'époque, porter au pouvoir Jaffar

Abbas, un autre opposant plus francophile. C'est ce plan, toujours à l'ordre du jour, qui a été, au dernier moment, déjoué par Denard.

Cette nouvelle tragi-comédie illustre en tout cas les calamiteuses relations franco-africaines. L'affaire des Comores prouve que nous ne parvenons plus à les gérer politiquement. C'est pourquoi, depuis trente ans, les interventions militaires françaises sur le continent noir n'ont jamais cessé. Il faudrait, selon le mot d'un ancien ministre de la Coopération, « tout reprendre de zéro sur une base assainie ».

Tout projet, toute aide devraient désormais s'inscrire dans le cadre général d'une politique de développement, alliée à la nécessaire démocratisation de ces régimes. L'utilisation des fonds serait ainsi automatiquement vérifiée, et la gangrène corruptrice en partie jugulée. Faute de cette grande ambition, la coopération française pare au plus pressé, condamnée à patauger dans une politique chaotique et désuète du « coup par coup », si l'on peut dire.

Pascal KROP